



PEOPLES' DEMOCRATIC PARTY

Chers amis,

Un décret amendant l'état d'urgence, décret 686, a été validé le 7 février 2017. 4464 fonctionnaires ont été licenciés dont 330 universitaires. Parmi ces derniers, 184 avaient signé la déclaration de paix critiquant les couvre-feux dans les districts kurdes, la politique du gouvernement Erdoğan et les actions militaires menées dans le sud-est.

Depuis le début de l'état d'urgence le 20 juillet 2016, plus de 130 000 fonctionnaires ont été licenciés et interdits de travailler de nouveau dans les services publics turcs par l'application de plus de 20 décrets gouvernementaux.

Cette purge massive dans la fonction publique illustre les abus du gouvernement qui, dans le contexte spécifique de l'état d'urgence, cherche à punir et éliminer l'opposition politique suite à la tentative du coup d'état du 15 juillet.

Le cas de l'arrestation des universitaires ayant signé la déclaration de paix illustre particulièrement la continuité, la détermination du gouvernement d'Erdoğan à réduire et faire taire toute forme de débat public sur la question kurde en invoquant de manière systématique l'argument du terrorisme. Ces universitaires ont été, après avoir signé en Janvier 2016 la déclaration « *Nous ne serons pas complices de ces crimes* », montrés du doigt par Erdoğan et accusés de soutenir les terroristes du PKK ; des centaines de procédures judiciaires ont été ouvertes à leur encontre au motif de soutien au groupe terroriste du PKK.

Le cas de ces universitaires met en lumière l'action des partisans d'une liquidation du système d'éducation supérieur, noyau dur de l'AKP et du gouvernement depuis l'état d'urgence. Après l'adoption de 5 décrets en septembre 2016, 4 811 universitaires de plus de 50 universités ont été licenciés et interdits de travailler à nouveau dans les services publics. 1 102 membres du personnel administratif travaillant dans ces institutions ont également été licenciés.

Les purges dans les universités ont pris une nouvelle forme suite à l'adoption du décret du 29 octobre 2016 qui change les règles d'élection des recteurs d'université, passant d'un vote des universitaires à un système de nominations par le Président, sur recommandation de l'anti-démocratique Conseil de l'Enseignement Supérieur (YÖK : Yükseköğretim Kurulu). Le 8 février 2017, le président du YÖK a ainsi annoncé la publication imminente d'une nouvelle liste pour une nouvelle purge à travers tout le pays, qui sera exécutée par ces nouveaux recteurs.

Le gouvernement d'Erdoğan s'est engagé à liquider toute forme de pensée critique, des recherches ou des débats sur des points questionnant la démocratie, la paix et l'ordre public en Turquie, et pas seulement aujourd'hui mais pour toutes les générations à venir.

Nous voudrions également attirer l'attention, dans ce contexte particulier sur la création de la Commission d'Enquêtes sur les Pratiques de l'Etat d'Urgence, qui a été récemment constituée en réponse aux critiques de la communauté internationale et au ralentissement de la procédure d'intégration à l'UE. Il ne s'agit que d'un mouvement tactique du gouvernement d'Erdoğan, visant à détourner l'attention internationale des purges massives et des multiples abus du gouvernement, et de limiter ainsi la pression exercée par l'Union européenne ou les Etats Unis. Il est important de rappeler que le décret 686 et la purge de 4 464 civils qui s'en est suivie, font suite à la création de cette commission d'enquête.

L'Assemblée Parlementaire Européenne a, le 23 janvier dernier, reporté en avril le débat sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie et son possible retour au processus de négociation. Ce répit donne plus de temps au régime d'Erdoğan et l'AKP pour réduire au silence ce qu'il reste des voix de l'opposition en Turquie.

Hisyar Ozsoy, député, vice co-président du HDP, responsable des Affaires étrangères,